

AU SOIR D'ALGÉRIE :

flambeau du patriotisme et de la démocratie»

La dégradation des termes du débat provient en partie de l'obsession complottiste. Les mêmes vont encore une fois brandir l'unité nationale comme paravent à toute évolution. Ce sont des privilégiés qui bercent le peuple d'illusions. Le conservatisme est le réflexe naturel des privilégiés. Importe peu si ce qu'ils défendent – le jacobinisme – est l'identité fondamentale du colonialisme.

Le modèle de l'Etat imposé au peuple algérien par le pouvoir central issu de l'armée des frontières est une copie non conforme de celui de notre colonisateur. Ce modèle jacobin est donc un héritage colonial dont il faudrait nous débarrasser et ouvrir la voie à une refondation de l'Etat algérien par l'avènement d'une deuxième République qui laissera place à un mode de fonctionnement inspiré de notre glorieuse Révolution qui avait instauré le système des régions.

Maintenant nous ne devons pas être complexés ou réticents par le fait qu'une

population au Premier ministre lors de sa visite à Tizi-Ouzou. En essayant d'attirer les investisseurs vers la région, ces derniers expriment leur réticence non pas par rapport à l'insécurité seulement, mais beaucoup plus à l'absence de mécanisme de soutien au développement. Pendant que l'Etat accorde des avantages attractifs pour les Hauts-Plateaux classés comme région à promouvoir, la Kabylie ne bénéficie d'aucune attention particulière. Les avantages sont les mêmes que ceux accordés aux investisseurs à Hydra.

Et le phénomène des kidnappings ?

Le pouvoir encourage le pourrissement. Il n'intervient pas lorsque la sécurité publique est menacée. Cette région a voulu nous défier, alors il faut l'ignorer et la marginaliser. C'est une option extrêmement dangereuse. L'insécurité est grandissante et les kidnappings se multiplient. Heureusement que la société a encore des ressorts pour tirer des griffes des

les instruments et les mécanismes de lutte et de prévoyance pour contrer efficacement les crimes de cette nature.

L'éducation nationale a un rôle à jouer dans la lutte contre ce genre de crimes en attirant l'attention sur les techniques déployées par les criminels pour attirer leurs victimes. Elle sont nombreuses et variées mais reconnaissables si l'on développe l'éveil des enfants à ce genre d'entreprises criminelles des plus dégradantes.

La manipulation islamiste est flagrante par la connotation religieuse donnée à cette revendication. Une touche populiste est également apportée par certaines personnalités politiques versatiles capables de dire la chose et son contraire du jour au lendemain. Ce que je trouve récurrent et écœurant, c'est le silence des partis démocrates qui se revendiquent des droits de l'Homme et ont par le passé porté la revendication de l'abolition de la peine de mort.

En ce qui me concerne, je suis résolument engagé pour l'abolition de la peine de mort et je dois rappeler que le rôle de l'Etat n'est pas de réfléchir à la sentence à appliquer mais, bien avant, il faudrait mettre tous les mécanismes pour prévenir et empêcher ces tragédies.

Un groupe de cadres militants et personnalités politiques transcendent leurs divergences et arrivent à se rencontrer lors de plusieurs occasions et commémorations, y a-t-il un projet politique en vue ?

Si les uns et les autres se retrouvent dans ce genre d'événements au-delà de nos querelles ou divergences passées, c'est aussi pour s'interroger et, par conséquent, essayer de comprendre pourquoi on en est arrivé à cette situation. La question centrale est de savoir comment un parti politique qui se réclame de la démocratie a fait pour mettre dehors, par plu-

quelques mauvaises appréciations de la situation. Pour ma part, que tous ceux qui se sont sentis, à un moment, offusqués ou blessés, qu'ils sachent que ce n'était que par loyauté envers un homme qu'on croyait incarner notre projet démocratique. Qu'ils trouvent ici l'expression de ma sincère fraternité.

Où en êtes-vous avec le projet de la Fondation colonel Amirouche ? Pouvez-vous nous donner quelques détails sur son rôle ?

Le texte fondateur et l'avant-projet de la fondation sont fin prêts.

Les membres fondateurs sont principalement les compagnons du colonel Amirouche auxquels se joignent d'autres jeunes de générations confondues dont la majorité sont étudiants. L'élément féminin aussi sera représenté dans l'ossature dirigeante de cette fondation.

Nous sommes en phase de structuration, à travers les comités de villages, les associations et autres organisations de la société civile. Nous vous donnerons plus d'informations dans les jours à venir par le chargé de communication de la fondation.

Pour revenir au rôle et l'objectif de la Fondation colonel Amirouche, cette dernière s'occupera de plusieurs volets : Histoire (à écrire par les scientifiques, chercheurs et historiens), pédagogie (enseignement et vulgarisation de notre histoire auprès des écoliers et la population en général), bonne gouvernance (mettre en valeur le fonctionnement et l'organisation de la Wilaya III, bastion de la Révolution algérienne, et tous les idéaux de notre glorieuse Révolution), et le volet social (aide et soutien à tous les ayants droit amoindris, veuve de chahid, fils de chahid, moudjahid en difficulté, et autres citoyens).

L'officialisation de la création de cette fondation se fera avant la fin 2016.

Nos problèmes se résoudront par notre détermination à trouver la voie d'un redéploiement militant et citoyen afin de faire évoluer la situation. Rien n'est perdu d'avance. Il n'y a que les batailles non livrées qui sont perdues. La démocratie est décriée par les populismes mais elle reste incontournable pour la bonne gouvernance.

Le mot de la fin.

Alors que les élites semblent avoir temporairement démissionné de leur devoir d'éclairage et que la situation nationale est pour le moins médiocre et incertaine, il faut s'engager dans la vie de la cité. Nos problèmes se résoudront par notre détermination à trouver la voie d'un redéploiement militant et citoyen afin de faire évoluer la situation. Rien n'est perdu d'avance. Il n'y a que les batailles non livrées qui sont perdues. La démocratie est décriée par les populismes mais elle reste incontournable pour la bonne gouvernance. Une nouvelle génération doit reprendre le flambeau du patriotisme et de la démocratie. Il faut dans cette perspective savoir oser.

Il est plus qu'impératif de nous resourcer de notre glorieuse Révolution pour pouvoir affronter tous les défis qu'imposera la situation. La plateforme élaborée au Congrès de la Soummam, dont nous célébrons le 60^e anniversaire, devra rester le socle sur lequel repose tout combat pour l'idéal démocratique.

Gloire à nos martyrs.

Vive l'Algérie libre et démocratique.

M. B.

région à l'image de la Kabylie ou le M'zab soit plus prédisposée à la concrétisation de ce mode de fonctionnement, bien au contraire, la Kabylie, pour parler de ma région, pourra servir de locomotive et d'exemple de bonne gouvernance pour les autres régions qui suivront.

L'avènement de la deuxième République n'est-il pas porteur de danger pour l'unité nationale ?

Aujourd'hui, la tendance mondiale est à la décentralisation – régionalisation et fédéralisme – car cela fait se rapprocher l'administration du citoyen. Ce mode de gouvernement est plus à même de mesurer les problèmes locaux que le modèle jacobin. Beaucoup pensent que l'absence de centralisation va affaiblir l'Etat et le sentiment national. La Belgique – Etat fédéral – a vécu plus d'une année sans gouvernement sans que l'unité nationale soit remise en cause dans la pratique ni que l'administration ait été défaillante. Bien au contraire. Il s'agit de combiner concomitamment ce mouvement décentralisateur avec une plus grande démocratisation. S'il y a des besoins naturels et primaires communs à tous, il existe des besoins différents selon les régions. La régionalisation est plus à même de cerner ses problématiques et proposer des issues adéquates.

Parlons de la Kabylie. Pourquoi, d'après vous, ce regain de violence marqué par l'insécurité ?

La Kabylie, de par sa configuration géographique – région montagneuse –, vit aujourd'hui à crédit. Une partie de la population vit de l'argent de l'émigration et des pensions de chohhada. Le chômage est énorme. Etant donné sa configuration, cette région doit vivre du tourisme, des services et de l'agriculture de montagne avec l'élevage. L'industrie agroalimentaire complètera le tableau. Que constate-t-on ? Il n'y a aucune vision, encore moins de cohérence. Il n'y a point de développement et de projet structurant. Cette situation favorise l'insécurité et la délinquance. On nous a toujours appris que l'oisiveté est mère de tous les vices.

J'ai eu à exprimer les doléances de la

bandits les personnes kidnappées. Malheureusement, le dernier drame, qui a emporté Nihal, met en relief les insuffisances de cette organisation si les pouvoirs publics n'y mettent pas les moyens nécessaires. Cette situation de pourrissement décourage les investisseurs et leur fait fuir la région. C'est à se demander si l'on ne veut pas faire de la Kabylie une réserve indienne. Cet ensemble de constats rend encore plus impérieuse l'idée d'un pouvoir régional, échelon politico-administratif plus apte à répondre à cette donne.

La Kabylie est une terre de souffrance. Elle n'a pas cessé politiquement d'occuper le devant de la scène. Cette singularité lui vaut des inimitiés et des soupçons intarissables. Il faut que cela change et, dans cette perspective, la carte politique, entre autres, doit et va évoluer.

Des voix se lèvent pour l'application de la peine de mort. Quelle est votre position quant à ces appels auxquels se joignent certains hommes politiques ?

Avant d'entamer ce sujet, permettez-moi de présenter mes condoléances les plus attristées à la famille de la petite Nihal. Que tous ses proches trouvent ici l'expression de ma compassion.

La tragédie qui a emporté la petite Nihal a libéré, sous le coup de l'émotion, les instincts les plus féroces, comme la revendication de l'application de la peine capitale. C'est un sentiment somme toute compréhensible, mais rendra-t-il à la vie la victime ? Non ! L'application de la peine de mort aux USA n'a jamais empêché ni les kidnappings, ni les viols, ni les récides. Pour ma part, je reste partisan de l'abolition de la peine de mort.

Ce fait tragique, qui a anéanti psychologiquement et moralement la famille de la victime et a fait compatir le pays entier, a été l'occasion d'une surenchère pour appeler à faire face à la barbarie par la barbarie. La connotation religieuse de ces discours est à peine voilée. Il faut garder la raison et trouver les moyens d'agir pour d'abord arrêter et condamner les auteurs de ce crime abject et ensuite développer